

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

À LA FÉDÉRATION PROTESTANTE DE FRANCE AUX MÉDIAS

Genève, le 24 février 2026

Concerne : Les personnes transgenres – Réflexions et recommandations protestantes sur les incongruences de genre – Commission éthique et société de la Fédération protestante de France (30 janvier 2026)

L'Antenne LGBTI Genève, bureau cantonal de l'Église protestante de Genève pour les questions LGBTIQ+, exprime sa profonde désapprobation à l'égard du document publié par la Fédération protestante de France consacré aux transidentités.

L'Antenne LGBTI Genève conteste en particulier plusieurs aspects fondamentaux de ce document : l'affirmation factuellement inexacte d'une consultation menée à Genève, le traitement asymétrique des sources scientifiques, ainsi que certains choix de formulation qui tendent à minimiser les savoirs issus de l'expérience des personnes concernées.

Au regard des enjeux humains, sociaux, médicaux et théologiques impliqués, ce document appelle de sérieuses réserves. Il présente, sur plusieurs points essentiels, des analyses insuffisamment étayées et des affirmations non vérifiées, tant sur le plan scientifique que dans la concertation avec les personnes et les acteurs directement concernés.

Une rectification factuelle nécessaire

Le document affirme en page 5 que l'un des membres de la commission éthique et société de la Fédération protestante de France est allé rencontrer « des personnes trans à l'antenne inclusive de l'Église protestante de Genève ». Cette mention appelle une clarification.

La structure mentionnée dans le document correspond à l'Antenne LGBTI Genève. Or, aucun membre de ladite commission n'a jamais pris contact avec celle-ci. Cette affirmation factuellement inexacte soulève une question de rigueur méthodologique, d'autant plus significative qu'aucune association chrétienne LGBTIQ+ ni aucun ministère inclusif ne semble avoir été officiellement consulté-e dans le cadre de ce travail.

Cette absence de consultation éclaire la structuration même du document : les personnes concernées y apparaissent principalement à travers des « témoignages » (pages 9 à 21), tandis que les développements analytiques et théologiques sont produits par des intervenant·e·s non directement concerné·e·s (pages 23 à 60). Cette organisation crée un déséquilibre manifeste entre ceux qui témoignent et ceux qui interprètent.

Une finalité institutionnelle problématique

Après trente mois de travail, la Fédération protestante de France par la voix de son président se félicite principalement d'avoir produit un « texte partagé » témoignant de « la vitalité du protestantisme fédératif » (page 1). La transidentité devient ainsi un objet de démonstration du dialogue interne protestant, plutôt qu'une réalité humaine appelant une analyse rigoureuse et une consultation effective des personnes concernées.

Ce déplacement du centre de gravité du texte n'est pas neutre. Il transforme une question existentielle en support de validation institutionnelle.

Des positions controversées intégrées sans mise en perspective critique

Les tensions théologiques évoquées par le document s'inscrivent dans des prises de position publiques déjà connues. À titre d'exemple, le pasteur Luc Olekhnovitch, membre de la commission, déclarait dans *Christianisme Aujourd'hui* (décembre 2021) :

« Il y a quelque chose de très violent dans les traitements chirurgicaux et hormonaux pour modifier son apparence. »

« Il faut lutter contre un passage à l'acte prématuré par la chirurgie. Il y a un côté irréversible. »

« Dieu peut se servir de nous malgré nos mutilations. Mais il ne peut pas se servir de nous si nous persistons dans le péché. »

Produire un « texte partagé » avec des membres aux convictions aussi tranchées a un coût : celui de devoir construire un cadre scientifique et discursif qui les rende acceptables. Ce cadre se manifeste dans trois effets concrets.

Premier effet : légitimation de cadres théoriques scientifiquement contestés

Le document consacre trois pages (pages 30 à 32) à la théorie dite « ROGD » (Rapid Onset Gender Dysphoria) de Lisa Littman, théorie largement critiquée et rejetée par plus de 60 organisations médicales et scientifiques, notamment :

- American Psychiatric Association
- American Psychological Association
- Society of Behavioral Medicine
- Association for Behavioral and Cognitive Therapies
- National Association of School Psychologists

Le document s'appuie pourtant sur le DSM-V de l'American Psychiatric Association comme référence normative, tout en reléguant en note le rejet par cette même organisation du concept de ROGD. Le document appelle par ailleurs à des études supplémentaires pour confirmer ou infirmer la théorie de Littman, alors que les études qu'il cite lui-même la réfutent déjà — notamment Turban et al. (Pediatrics, 2022). En traitant ainsi les sources, le document accorde une place disproportionnée à une théorie largement contestée.

Deuxième effet : hiérarchisation implicite des formes de parole

En page 62, le document distingue les positions en ces termes :

« **Certaines personnes trans estiment** qu'une prise en charge hormonale ou chirurgicale est pour elles la meilleure, voire la seule solution pour sortir de leur souffrance et arriver à une vie suffisamment épanouie. Face à ce choix, **certains protestants**, tout en reconnaissant la souffrance, **pensent** que chercher à réduire l'incongruence de genre par des interventions sur le corps constitue une forme de violence. [...] **D'autres protestants pensent** que la foi chrétienne n'empêche nullement les personnes souffrant d'incongruence de genre de conduire leur transition [...]. Ils considèrent cela comme une possibilité bienvenue. »

Entre violence ou possibilité bienvenue, deux visions protestantes diamétralement opposées **pensent**, là où les personnes trans **estiment**. Cette distinction lexicale produit une hiérarchisation implicite qui dénigre l'expérience des personnes concernées.

Troisième effet : réduction de la réalité trans à la seule catégorie de la souffrance

Le terme « souffrance » est le seul terrain commun entre ces positions pourtant irréconciliables — il est répété systématiquement pour qualifier les personnes trans, comme pour les réduire à des cas pathologiques appelant la commisération plutôt qu'au respect d'une identité et d'un parcours de vie. Le document consacre à la souffrance une annexe entière, qui est d'ailleurs la seule de ce document et qui ne traite nullement de la problématique de la transidentité : « La souffrance a-t-elle un sens ? » (pages 76 à 78).

Cette focalisation exclusive occulte un pan considérable de la littérature scientifique et clinique documentant les bénéfices psychologiques et sociaux d'approches transaffirmatives. Elle tend également à enfermer les personnes trans dans une représentation unidimensionnelle exclusivement victimaire, centrée sur la détresse plutôt que sur la pluralité des trajectoires et des expériences.

Conclusion

Ce document aurait pu constituer une contribution significative à un débat complexe et nécessaire, voire émettre des propositions pastorales concrètes, à titre indicatif — mais rien de tel ne semble avoir été élaboré par la commission. Le document soulève au contraire des interrogations majeures quant à la rigueur des affirmations avancées, à l'équilibre des sources mobilisées et aux effets produits par certaines options discursives.

L'Antenne LGBTI Genève réaffirme que toute réflexion institutionnelle sur ces questions exige une rigueur méthodologique irréprochable, une consultation effective des acteurs concernés et une attention constante aux effets concrets des cadres d'analyse adoptés.



Erin Lederrey
Présidente



Adrian Stiefel
Responsable, chargé de ministère

Contact presse

Adrian Stiefel, adrian.stiefel@protestant.ch, +41 79 214 29 08